



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE  
ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



AMBASSADE  
DE FRANCE  
AUX ÉTATS-UNIS

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# Washington Wall Street Watch

N°2026 - 30 - Le 30 Juillet 2026

Une publication de l'Antenne de New York du SER de Washington

## SOMMAIRE

### Conjoncture

- La croissance du PIB ralentit au deuxième trimestre 2026 malgré l'accélération de la consommation
- Les prix à la consommation baissent en juin par rapport au mois précédent sous l'effet de la baisse des prix du pétrole

### Politiques macroéconomiques

- Le FOMC maintient la fourchette des taux Fed funds inchangée malgré trois votes dissidents

### Services financiers

- Le Nasdaq durcit ses règles pour radier plus rapidement les sociétés à très faible capitalisation

### Situation des marchés

### Brèves

---

## CONJONCTURE

### La croissance du PIB ralentit au deuxième trimestre 2026 malgré l'accélération de la consommation

Le Bureau of Economic analysis (BEA) a [publié](#) le 30 juillet 2026 sa première estimation de la croissance du PIB pour le deuxième trimestre 2026. Le PIB croît de +1,5% en rythme annualisé contre +2,1% au premier trimestre (et +3,8% au deuxième trimestre 2025). Ce ralentissement cache des différences de variations entre la

consommation, les investissements et du commerce extérieur.

La consommation privée, qui représente les deux tiers de la croissance du PIB, accélère à +3,2% en rythme annualisé (+0,5% au premier trimestre) tirée notamment par une augmentation de la consommation de biens qui atteint son plus haut niveau depuis le quatrième trimestre 2024 (+6,8% contre +0,5% au premier trimestre). Les dépenses d'investissement restent dynamiques mais décélèrent au global par

rapport au trimestre précédent (+3% contre +7,9% au premier trimestre). Les investissements dans les équipements (+15,2%) et la propriété intellectuelle sont toujours en forte croissance. Les exportations ralentissent (+4,5% contre +10,9%) alors que la croissance des importations continue de croître au même rythme qu'au premier trimestre (+11,5%). Au final, le déficit commercial ampute la croissance du PIB de -1 point de pourcentage (pp) contre -0,37 pp au trimestre précédent. La consommation des administrations publiques se contracte de -0,8% sous l'effet d'une baisse des dépenses civiles des administrations fédérales (-12,9%) qui s'explique essentiellement par la vente de réserves stratégiques de pétroles comptabilisées comme une moindre dépense.

En excluant le solde commercial, la variation des stocks et la consommation des administrations publiques, la demande

finale domestique privée augmente de +3,9% contre +1,7% au trimestre précédent.

### Les prix à la consommation baissent en juin par rapport au mois précédent sous l'effet de la baisse des prix du pétrole

Dans la [publication](#) du BEA du 30 juillet 2026, l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle (*Price Consumption Expenditures – PCE*) baissent de -0,1% en juin sur un mois (+0,5% en mai) sous l'effet de la baisse des prix des biens et services énergétiques (-5,9%). En excluant l'énergie et l'alimentation, l'inflation sous-jacente ralentit à +0,1% sur un mois (+0,3% en mai).

Sur un an, les prix à la consommation augmentent de +3,7% (+4,1% en mai) et de +3,3% hors énergie et alimentation (+3,4% en mai).

---

## POLITIQUES MACROECONOMIQUES

### Le FOMC maintient la fourchette des taux *Fed funds* inchangée malgré trois votes dissidents

À l'issue de sa [réunion](#) des 28 et 29 juillet 2026, le Federal Open Market Committee (FOMC) a décidé de maintenir la fourchette cible des taux *Fed funds* à [3,50 % - 3,75 %]. Cette décision a été prise à 9 voix contre 3, trois gouverneurs (N. Kashkari, Fed de Minneapolis, B.M. Hammack, Fed de Cleveland, et L. K. Logan, Fed de Dallas) préférant relever la fourchette de +25 points de base (pbs) face à la persistance de l'inflation.

Selon la Fed, la croissance de l'économie américaine est toujours aussi résiliente malgré le niveau d'incertitude associé au contexte géopolitique. La très forte dynamique des investissements dans l'intelligence artificielle constitue, selon le président Kevin Warsh, un défi pour la

conduite de la politique monétaire en raison des difficultés d'anticipation de leur impact sur l'inflation à court terme. L'inflation reste élevée par rapport à la cible de 2% du FOMC, en raison d'une série de chocs affectant plusieurs secteurs, dont une hausse des prix de l'énergie.

Le communiqué réaffirme l'engagement du comité en faveur de la stabilité des prix, et K. Warsh n'a eu de cesse durant la conférence de presse de rappeler que l'objectif de la Fed demeurerait de ramener l'inflation à 2%, qui reste la seule cible. K. Warsh a également insisté sur les premiers effets de la suppression d'une *forward guidance* qui créait une dépendance des marchés à la communication de la Fed, ces derniers devant apprendre à réagir en fonction des données et des événements et non en anticipation de la politique monétaire. Cette évolution, déjà en œuvre depuis le dernier FOMC, est considérée salubre par

le Président, la Fed ayant besoin d'observer les marchés pour déterminer sa politique monétaire et non l'inverse.

La tonalité restrictive du communiqué et de la conférence de presse contraste avec la décision de maintenir à un niveau inchangé la fourchette cible des taux. Les trois votes dissidents accentuent la pression pour un resserrement de la politique monétaire, dont K. Warsh a eu du mal à justifier qu'il n'intervienne pas dès la réunion de juillet compte tenu de son propre constat de la dérive inflationniste des 5 dernières années, des facteurs de risque

inflationniste confirmés par les signaux envoyés par le marché des bons du Trésor américain. Le président de la Fed s'est défendu de rester inerte et dit prêt à agir, mais a posé comme préalable la nécessité de bénéficier d'une meilleure analyse des déterminants de l'inflation sous-jacente. La conférence des banquiers centraux organisée en août à Jackson Hole pourrait lui permettre de présenter sa stratégie de long terme. Les marchés anticipent à plus de 60% une hausse de +25 pbs des taux Fed funds à la prochaine réunion du FOMC en septembre.

---

## SERVICES FINANCIERS

### Le Nasdaq durcit ses règles pour radier plus rapidement les sociétés à très faible capitalisation

Le 22 juillet 2026, la Securities and Exchange Commission (SEC) a approuvé une modification des règles de cotation du Nasdaq visant à accélérer la radiation (*delisting*) des sociétés à très faible capitalisation. En vertu de la nouvelle norme, toute société cotée dont la capitalisation boursière demeure inférieure à 5 M USD pendant 30 jours consécutifs ferait l'objet d'une suspension de cotation puis d'une radiation immédiate, avec des possibilités de recours limitées.

Proposé par l'opérateur boursier en janvier 2026, ce dispositif entend enrayer les fraudes qui prospèrent sur le segment des microcapitalisations (*microcaps*) et des actions à très faible cours (*pennystocks*). Sont particulièrement visés des schémas par lesquels des opérateurs font grimper artificiellement un cours avant de revendre massivement leurs titres (*pump-and-dump*).

La SEC justifie ce durcissement par la vulnérabilité particulière des valeurs à

faible capitalisation, plus aisément manipulables ou volatiles dès lors que des montants modestes suffisent à influencer leur cours. La portée du dispositif serait significative : près de 180 sociétés cotées au Nasdaq affichent actuellement une capitalisation inférieure à 5 M USD, dont environ un tiers sont établies en Asie, certaines ayant été signalées pour des schémas apparents de manipulation.

La réforme divise les acteurs de marché. Elle recueille le soutien de courtiers établis et de l'association professionnelle Securities Industry and Financial Markets Association (SIFMA), mais suscite une vive opposition parmi les petites sociétés, qui redoutent une sanction des jeunes entreprises légitimes. La mesure pourrait selon eux entraver le financement des entreprises et créerait des incitations perverses à la vente à découvert (*short-selling*) sur les petites valeurs, en contradiction avec l'objectif affiché par la SEC de relance des introductions en bourse.

---

## SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de jeudi à jeudi), l'indice S&P 500 est en légère hausse à 7 437 points (+0,4%), et le Nasdaq en

légère baisse à 25 122 points (-0,1%). Cette performance modeste masque une forte volatilité. Les marchés ont d'abord été

pénalisés en début de semaine par la persistance des craintes autour des dépenses d'investissement dans l'intelligence artificielle et par une correction mondiale du secteur des semiconducteurs. Le maintien des taux directeurs par la Fed, assorti de trois voix dissidentes favorables à une hausse, a provoqué le plus fort recul du Dow Jones depuis avril 2025 (-2,2 %) et fait basculer le Nasdaq 100 en correction technique (-11 % depuis son pic de juin), tandis que les prévisions décevantes de Meta ravivaient les doutes sur la rentabilité des investissements en IA. Les indices se sont toutefois nettement redressés jeudi, portés par Microsoft (+16 %), dont la croissance de l'activité cloud (+43 %) et des dépenses d'investissement conformes aux attentes ont rassuré, ainsi que par un rebond des semiconducteurs mettant fin à six séances consécutives de baisse.

Les rendements des obligations souveraines américaines (Treasuries) reculent fortement sur la semaine, de -12 points de base pour les bons à 2 ans (4,24%) et -3 points de base pour les bons à 10 ans (4,67%). Ce reflux recouvre deux mouvements opposés : une détente en début de semaine, l'apaisement des tensions au Moyen-Orient et le repli du pétrole faisant refluer des rendements, suivie d'une remontée marquée mercredi. Le statu quo monétaire de la Fed, perçu comme restrictif au regard des dissidences en faveur d'un resserrement et des propos du président Kevin Warsh n'excluant pas de nouvelles hausses, a en effet ravivé les anticipations de relèvement et porté le rendement à 30 ans à son plus haut niveau depuis 2007.

---

## BREVES

- Le groupe CME lance des contrats à terme sur actions individuelles (single-stock futures) portant sur plus de 50 grandes valeurs américaines, offrant un effet de levier sans la complexité des options. L'opérateur mise sur l'essor du trading chez les particuliers et la rareté des titres lors des introductions en bourse récentes, pour faire réussir un produit qui avait échoué après son lancement en 2002 puis disparu en 2020.